



Le mal est profond

La méconnaissance économique, un handicap français

Tous incultes en économie, à commencer par nos élites



© SUPERSTOCK/SUPERSTOCK/SIPA



par Philippe Plassart

Une heure trente “d’exploration” par semaine seulement. C’est une bien trop maigre

ration qui est servie aux seuls élèves de seconde dans notre pays en matière d'enseignement de l'économie. Elle est pourtant la seule occasion pour les jeunes Français d'entendre parler pour la première fois d'économie. Une matière à côté de laquelle ils seront passés jusque-là, puisqu'elle est totalement absente des cours dans le primaire et dans le secondaire, 3ème inclus. Pas un mot, pas un exposé en effet pour aborder les questions aussi essentielles que le budget, la monnaie ou les prix tout au long de ce cursus, alors qu'ils se seront frottés obligatoirement par exemple à l'histoire et à la géographie. Une aberration qui en dit long sur le peu d'intérêt de notre pays à diffuser une meilleure compréhension des mécanismes économiques, pourtant indispensables pour éclairer les choix de nos concitoyens appelés à se prononcer régulièrement dans les urnes sur des programmes économiques où la démagogie des candidats le dispute souvent à leur incompetence. Comment s'étonner qu'avec un bagage si rudimentaire d'économie, les Français soient si réfractaires au changement, si rétifs à la nouveauté et à l'innovation, et se laissent séduire par les joueurs de flûte du populisme ?

“Une matière à côté de laquelle ils seront passés jusque-là, puisqu'elle est totalement absente des cours dans le primaire et dans le secondaire, 3ème inclus”

Et l'exemple vient hélas d'en haut. N'a-t-on pas enchaîné au plus haut sommet de l'État plusieurs présidents qui affichaient haut et fort leur totale et profonde indifférence à l'économie ? “L'intendance suivra !” Mitterrand, Chirac et Sarkozy ont fait leur cette formule de De Gaulle. Hollande passé par HEC s'est montré un peu plus ouvert que ses prédécesseurs. Quant à Emmanuel Macron, dont on connaît l'inclination prononcée pour la philosophie, il doit assurément faire encore ses preuves...

Le remède ne consiste sûrement pas à faire de chaque Français un économiste, mais de familiariser tout à chacun aux notions et raisonnements de base. Et comme tout se joue dans l'enfance, rendre obligatoire l'enseignement de l'économie, et non pas optionnel. Et pour cela, mieux vaut passer par la microéconomie plutôt que de vouloir ennuyer – et écœurer – les élèves avec une vision encyclopédique de la matière qui est un véritable tue-l'amour. Mais au-delà des contenus, il y a aussi la manière d'enseigner, la pédagogie devant viser prioritairement la simplicité en n'hésitant pas à s'appuyer sur l'intuition et sur les expériences concrètes. Une démarche qui rendra la discipline compréhensible, intéressante, car véritablement vivante. Et qui en réconciliant les plus jeunes d'entre nous avec cette matière, en fera des citoyens à la fois ouverts et critiques, et donc plus aptes à évoluer à titre personnel et à titre collectif.

“L'économie est un remède à la démagogie et un garde-fou contre le populisme. Elle est un rappel au réel en soulignant les contraintes dont on ne peut

■ s'affranchir sans que cela ait un coût"

Écoutons le plaidoyer : "L'économie n'est certes pas une science exacte ; elle est néanmoins capable de procurer toutes sortes de ressources qui permettent de tracer un cadre de raisonnement rigoureux. En ce sens, elle est un remède à la démagogie et un garde-fou contre le populisme. Elle est un rappel au réel en soulignant les contraintes dont on ne peut s'affranchir sans que cela ait un coût", souligne Pierre Robert, professeur de chaire supérieure en économie, animateur du site hecosphere.com et auteur d'un rapport pour l'institut Sapiens 'Comment élever le niveau en économie des Français ?' En ce sens, réconcilier les Français avec l'économie est plus que jamais l'impératif catégorique de l'heure.

Inculture économique, au premier chef chez nos élites

L'inculture économique des Français, à commencer par celle de ses élites, constitue assurément un handicap important pour l'économie du pays et pour son dynamisme. Le constat des carences tricolores en matière de connaissances économiques n'est pas neuf mais il reste hélas toujours d'actualité. Selon un sondage Ifop-Fiducial réalisé en octobre 2017, 63% des personnes interrogées n'ont aucune idée de l'ordre de grandeur du PIB de la France, et il en est de même dans 65% des cas pour la dette. La moitié des répondants n'a qu'une idée approximative du montant actuel du Smic, et ils sont plus nombreux encore (73%) à ne pas évaluer correctement ce qu'un salarié payé au Smic coûte à son employeur. De même, près de la moitié des Français ne sait pas effectuer un calcul d'intérêts simples. À la question "Si vous avez placé 100 euros et que le compte est rémunéré à 2, combien aurez-vous au bout d'un an sur votre compte ?", 42 % des personnes ne donnent pas la bonne réponse, soit 102 euros.

■ "En plus de menacer les citoyens en les rendant vulnérables, cette méconnaissance nuit également à notre économie en affaiblissant la croissance"

Pour Pierre Robert, "en plus de menacer les citoyens en les rendant vulnérables, cette méconnaissance nuit également à notre économie en affaiblissant la croissance". Pour cet expert, les conséquences dommageables de ces carences sont multiples : mauvaise allocation de l'épargne vers les placements sans risques à court terme, défiance excessive envers le monde de la finance, frein considérable à la mise en œuvre de réformes pourtant indispensables à la croissance, obstacles à la croissance car source de rigidités, incapacité du pays à tirer bénéfice de son potentiel d'innovation. "Dans cette optique, le grand économiste Edmond Phelps estime que le manque de culture économique des Français fait perdre à notre pays un point de croissance par an", reprend Pierre Robert. Le mal est profond car cette inculture économique est aussi le lot des élites. Comme le note l'éditorialiste Éric Le Boucher cité par Pierre Robert, cette ignorance affecte également la classe politique, les fonctionnaires, les juges, la plupart des intellectuels et la majorité des

journalistes. Un constat accablant car comme le souligne Pierre Robert, “les premiers sont chargés de conduire les politiques publiques, les seconds d’élaborer les normes qui encadrent les activités économiques, les troisièmes du contentieux du droit des affaires et des relations professionnelles, alors que les autres façonnent l’opinion”. Et là se trouve le point sans doute le point le plus scandaleux de la situation : si on ne saurait tenir en effet pour responsables les Français de leur propre ignorance, la faute à leur mauvaise éducation, le niveau d’incompétence des élites est lui impardonnable, car il engage la conduite des affaires de notre pays...

Le B.A.-BA - 10 concepts indispensables à une bonne compréhension de l'économie

Au départ, il semble essentiel de transmettre les bases du raisonnement économique en montrant que l'économie est avant tout la science des choix rationnels. Cela relève très largement de la logique.

Dans un premier temps, il faut donc assimiler des notions très générales comme celles de relation entre deux variables (une variable expliquée, par exemple une quantité produite, et une variable explicative, comme le nombre de personnes qui y sont affectées), de corrélation (à distinguer du concept de causalité, la relation entre deux éléments pouvant être fortuite ou explicable par un troisième élément), d'optimisation (compte tenu des ressources dont il dispose, comment un agent peut-il obtenir le résultat le plus élevé possible au regard de son objectif), de rationalité (en exposant le principe et ses limites), d'équilibre (au niveau individuel et collectif), de raisonnement à la marge (en montrant par exemple comment le degré d'importance qu'un individu attribue à un bien est déterminé par l'utilité de la dernière unité de ce bien dont il peut disposer), de coût d'opportunité (ou coût du renoncement : si on affecte une ressource à un certain emploi, on renonce à tout autre emploi qui aurait pu en être fait), d'analyse coût/avantage (dans l'ordre économique qui est celui de la rareté, toute décision engage des ressources qui ont un coût pour obtenir un gain qui, en toute logique, devrait lui être supérieur), d'incertitude (ou situation dans laquelle évoluent en général les agents économiques et qui, à la différence du risque, ne peut être enfermée dans les calculs de probabilité) ou encore d'agrégation (une variable agrégée comme le PIB regroupe des éléments disparates difficiles à synthétiser).

Ensuite, il faut les marier avec les concepts de base de l'analyse économique. En voici à nouveau 10 : rareté, échange, utilité, demande, offre, coût, prix, marché et ses imperfections, concurrence, innovation, économie de marché.

Sur ce socle peuvent se greffer tous les autres concepts et mécanismes :

entreprise, productivité, loi des rendements décroissants, interactions stratégiques, incitations, monnaie, financement, défaillances du marché, croissance, crise, etc. pour n'en citer encore que 10.

par Pierre Robert, professeur de chaire supérieure en économie

Priorité à un enseignement économique de base

Il ne s'agit pas de faire de chaque Français un prix Nobel d'économie en puissance, mais un citoyen éclairé apte à déjouer les faux-semblants, les opinions erronées et les manipulations idéologiques. Et tout commence par l'école, essentiellement au cours des années d'apprentissage du primaire au secondaire. "L'économie doit être enseignée dès la primaire au même titre que la philosophie et les rudiments techniques" plaide Pierre Bentata, enseignant d'économie et à la tête d'un centre d'études économiques et auteur d'une note de préconisation sur le sujet pour le think tank Asterès. "Comme n'importe quelle discipline, la compréhension de la logique particulière de l'économie passe par la répétition sur la durée, et donc un apprentissage au plus jeune âge. On peut assez facilement expliquer les mécanismes de l'offre et de la demande sous la forme d'un jeu en séparant une classe en deux, répartie entre acheteurs et vendeurs. Les enfants comprendront très vite que personne ne décide à lui seul du prix via la mécanique de la concurrence. L'économie est très souvent intuitive" souligne l'expert. L'institut "La finance pour tous" invite aussi les enseignants du primaire à profiter de chaque occasion pour initier les élèves aux notions de base telles recettes et dépenses, autour par exemple de l'organisation d'un goûter.

Une familiarisation indispensable qui sème pour l'avenir. En avançant en maturité, les élèves deviennent plus aptes à recevoir un enseignement d'économie plus élaboré. Encore faut-il ne pas viser trop haut ! Même pour les lycéens qui ont choisi la filière économique et sociale (ES) – environ 100 000 élèves soit 15% d'une classe d'âge – on frise actuellement le trop-plein dans les programmes. "Vouloir embrasser un champ disciplinaire aussi vaste (économie, sociologie, démographie, sciences politiques)... voilà une gageure qui est rarement tenue", pointe Denis Clerc, le fondateur du magazine 'Alternatives économiques' à qui l'Académie des sciences a demandé, ainsi qu'à d'autres personnalités qualifiées (Olivier Blanchard, Bernard Salanié etc.) leur avis sur le contenu des cours (voir à titre d'exemple les sommaires des livres d'économie de seconde, première et terminale des éditions Hatier).

"Faire de chaque Français un citoyen éclairé apte à déjouer les faux-semblants, les opinions erronées et les manipulations idéologiques"

Constat sans appel : les programmes ont des “objectifs démesurés au regard du niveau des élèves, du nombre d’heures d’enseignement”. La démarche se veut en effet encyclopédique, ce qui laisse peu de chances à la matière d’être assimilée. Superficialité assurée ! Sans compter les biais. “Les programmes rendent les élèves schizophrènes en combinant l’économie et la sociologie. D’un côté, on explique le fonctionnement de l’économie de marché, de l’autre en sociologie que l’entreprise est le lieu d’un conflit de classe”, déplore Pierre Bentata. L’économie n’est certes pas une science exacte. “Son approche peut être facilement polluée par des querelles idéologiques. Il y a tout de même un socle de concepts, de mécanismes et de méthodes qui font consensus et que nul économiste sérieux ne songerait à remettre en cause”, assure Pierre Robert (voir encadré le B.A.-BA de l’économie). L’enseignement devrait se concentrer sur un petit nombre d’idées et de mécanismes décrits de façon approfondis.

D’où l’idée d’un nécessaire recentrage avec une part plus grande accordée à la micro et à la description des mécanismes du marché. “Micro et macro sont complémentaires. Le maître mot en économie est interdépendance, ce n’est pas l’un contre l’autre mais les deux ensemble qu’il faut enseigner”, insiste David Mourey, professeur de sciences économiques et sociales et auteur d’un manuel ‘Comprendre les fondamentaux de l’économie’. La commission Aghion, qui réfléchit à un rééquilibrage, devrait remettre son rapport très prochainement à la suite des réflexions déjà anciennes de Roger Guesnerie et de Jacques Le Cacheux.

Car l’enseignement de l’économie reste encore un champ de bataille entre les tenants d’une approche sociologique d’une part, et les partisans d’une approche plus centrée sur l’entreprise d’autre part. Pour l’heure, le déséquilibre reste patent. “Si l’on considère les deux classes de première et de terminal ES, sur les 340 heures de cours, 50 seulement tournent autour de ce qui est au cœur de l’analyse économique, soit 15% seulement de l’horaire consacré à cette discipline”, a calculé Pierre Robert. Pourtant, bien enseignés, les principes de base de la microéconomie – les recettes et les dépenses, à ne pas confondre avec les encaissements d’un côté et les décaissements de l’autre, les ressources disponibles et leurs emplois, les actifs possédés et les passifs qui sont dus, autant de notions qui pourraient être celles d’un artisan plombier dans l’exercice de son métier – ouvriraient à une meilleure compréhension des concepts macroéconomie tels que budget, déficit, excédent ou dette. Car l’approche micro est à l’économie ce qu’est la grammaire pour le français... Impossible de pratiquer ce dernier sans en avoir assimilé les bases de la syntaxe et le minimum de lexique.

“Micro et macro sont complémentaires. Le maître mot en économie est interdépendance, ce n’est pas l’un contre l’autre mais les deux ensemble qu’il faut enseigner”

Aucun progrès ne sera cependant possible sans des “efforts d’imagination pédagogiques

car la discipline reste assez aride à première vue” comme l’admet Pierre Robert, sans compter le fait qu’elle requiert aussi la maîtrise de quelques outils mathématiques simples. Sérieuse raison d’espérer : de multiples initiatives d’horizons multiples s’efforcent de rendre désormais l’économie plus simple et plus attrayante, et le secteur de l’édition n’est pas en reste (voir nos recommandations de lectures). Une façon aussi d’inciter les économistes professionnels à sortir de leur tour d’ivoire.

Recommandations - Sélection de livres et de sites d’économie

Quatre ouvrages de vulgarisation

- “L’économie est un jeu d’enfant” Tim Harford, PUF, 2016
- “L’économie en infographies” éditions de la Martinière, 2018
- “Non ce n’était pas mieux avant” Johan Norberg, Plon, 2017
- “Freakonomics” Stéphen Dubner et Steven Lewitt, Folio 2017

Pour aller plus loin

- “Comprendre les fondamentaux de l’économie” Laurent Braquet, David Mourey, de Boeck, 2015
- “Économie du bien commun” Jean Tirole, PUF, 2016
- “Histoire vivante de la pensée économique”, Jean-Marc Daniel, Pearson, 2010
- “L’économie de marché”, Roger Guesnerie, Poche-Le pommier, 2013

Trois classiques

- Adam Smith, “Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations” (1776), Economica, 2002
- Joseph Schumpeter, “Capitalisme, socialisme et démocratie”, Payot, 1990
- Fredéric Bastiat, “Ce qu’on voit et ce qu’on ne voit pas” (ed.1879), Hachette, 2012

Sites Internet : les musts

- [Banque de France](#)
- [Institut de l’entreprise](#)
- [Institut pour l’éducation financière du public](#)
- [Hecosphere.com](#)

A lire également

- [Pourquoi la macroéconomie est-elle si difficile à enseigner ?](#)
- [Entretien avec Pascale Micolet-Michel, IEF, à propos de l’éducation financière des Français](#)
- [Bande de nuls ! A qui profite la sous-culture économique des Français ?](#)

Catégories :

Affaires publiques / Economie / Finance & Gestion / Grandes Ecoles & Universités / Philippe Plassart / Social & sociétal / Culture & société /



L'article ne possède pas encore de commentaires !
Si vous êtes connectés, vous pouvez laisser un commentaire ci-dessous.

Ce site utilise Akismet pour réduire les indésirables. [En savoir plus sur comment les données de vos commentaires sont utilisées.](#)

Affaires publiques

International
Economie
Economie durable
Politique
Social & Sociétal
Agriculture
Industrie
Services
Sciences & Technologies
Culture & Société

International

Afrique
Amériques
Asie
Europe
Moyen-Orient

Finance & Juridique

Banques & assurances
Droit des affaires
Finance et gestion
Marchés financiers

Management & RH

Création d'entreprise
Gestion d'entreprise
Management d'entreprise

Marketing & Technologies

Digital & internet
Informatique & technologies
Marketing & commercial
Medias & entertainment

Art de Vivre

Art & Culture
Gestion privée
& Patrimoine
Style de vie

[Innovation & Stratégie](#)

[Financial Times](#)
[The Economist](#)

[Grand Paris](#)
[Grandes Ecoles](#)

[Qui sommes nous ?](#)

Le nouvel Economiste © 2007 - 2018 - Tous droits réservés - [Mentions légales](#) - [CGV](#) - [CGU](#) -
[Cookies](#) - [Nous Contacter](#) - [Publicité](#) - [Les salons partenaires](#)